

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 2001 - 20 juillet 1995 - 3 F

D 2001 MEXIQUE : TROIS PRÊTRES DU CHIAPAS EXPULSÉS

L'offensive politique continue contre Mgr Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal de Las Casas et médiateur entre les insurgés zapatistes du Chiapas et le gouvernement (cf. DIAL D 1964 et 1998). Le 22 juin 1995 en effet, le gouvernement fédéral expulsait trois prêtres d'origine étrangère en service dans le diocèse de San Cristóbal. La mesure d'intimidation visant en fait la personne de l'évêque était très vite suivie d'événements graves : un attentat - manqué - contre l'évêque de Tehuantepec, Mgr Lona, ami de Mgr Ruiz; l'assassinat d'un magistrat connu pour son intégrité professionnelle; l'assassinat de dix-sept paysans par la police dans l'État de Guerrero; et, le 28 juin, la démission du ministre de l'intérieur.

Ci-dessous, extraits des déclarations de Mgr Samuel Ruiz, le 25 juin 1995, sur l'expulsion des trois prêtres.

Note DIAL

DÉCLARATION DE MGR SAMUEL RUIZ GARCÍA DANS LA CATHÉDRALE DE SAN CRISTÓBAL DE LAS CASAS

(...)

Résumé de la nouvelle

Nous connaissons l'événement qui vient de secouer notre diocèse, notre pays, et qui a suscité l'étonnement à l'étranger. Le 22 ont été arrêtés - ou plus exactement, vu les circonstances, séquestrés - le curé de Sabanilla, le P. Rodolfo Izal Elorz, que j'avais moi-même ordonné dans son pays et dont la première affectation était cette paroisse de Sabanilla; le curé de Yajalón, le P. Loren Riebe; et le curé de Venustiano Carranza, le P. Jorge Barón, au moment où celui-ci revenait d'une retraite spirituelle avec les prêtres de son secteur. Ces trois prêtres de notre diocèse ont eu les yeux bandés et les menottes aux mains; ils ont été couchés sur le plancher d'un véhicule.

Dans l'Église nous n'avons pas d'étrangers car, comme dit l'apôtre Paul, nous sommes tous fils de Dieu. Ces frères venaient respectivement de Pamplona en Espagne, de Californie aux États-Unis et de Entre Rios en Argentine. Deux d'entre eux étaient incardinés dans notre diocèse, c'est pourquoi ce sont à strictement parler des prêtres du diocèse; quant au P. Jorge Barón, après une période où il avait été prêté à notre diocèse et le moment venu de rentrer dans sa famille et dans son pays, il pensait s'incardiner ici car il voyait que le travail du diocèse et ce qui se passe ici du point de vue pastoral allaient dans le sens de la réalisation de son être sacerdotal. (...)

Position du diocèse sur ces faits

Je tiens à dire, en tant qu'évêque de ce diocèse, que je fais miens tous les communiqués diocésains qui ont été émis et dont j'ai eu connaissance. J'y ajoute mon rejet absolu et explicite de toutes les accusations calomnieuses mentionnées plus haut (1).

Je me dois cependant, en tout équilibre chrétien, d'adresser mes remerciements et ma reconnaissance aux personnes qui, dans les structures officielles, ont eu des comportements différents de ceux qui font preuve de brutalité et d'opposition à la marche du diocèse. Certaines mêmes de ces personnes, en raison de leur comportement, vont jusqu'à risquer leur poste et leur vie, comme c'est le cas par exemple du maire de Yajalón qui, en accord avec toute la municipalité et dans une lettre adressée au président de la République, exprime son étonnement devant les accusations portées contre le curé du lieu étant donné que, depuis vingt ans, la commune juge son action d'une façon totalement différente de celle officiellement présentée dans les accusations. (...)

Appréciations sur les causes réelles et leurs conséquences

Nous savons que les vraies causes ne sont pas celles qu'on dit, mais celles qui se situent en arrière plan. A savoir une dénonciation des injustices qui se produisent en de nombreux endroits. Le souci et la volonté, dans une démarche évangélique, d'oeuvrer au rétablissement de la justice comme seul chemin de restauration d'une paix véritable. Et surtout, les dénonciations sur les violations des droits de l'homme faites de façon constante, bien que douloureuse, dénonciations effectuées par notre Centre des droits de l'homme Frère Bartolomé de Las Casas.

On assiste avec tout cela à un retour de l'interprétation officielle des premiers jours de janvier 1994 (2), quand il avait été dit que le conflit du Chiapas était dû à des étrangers et quand, quelques jours après cette interprétation, il avait été affirmé tout simplement que ces étrangers relevaient du diocèse de San Cristóbal de Las Casas. Il semble qu'on revient à cette hypothèse après que le président de la République ait pourtant rejeté une telle explication : il évoquait déjà les causes d'ordre politique et les erreurs d'une action politique déterminée qui se sont ajoutées aux injustices existantes et ont provoqué l'éclosion du conflit. Un conflit à la solution duquel se sont appliqués d'abord les trois évêques du Chiapas, puis nous-mêmes, les membres de la commission spéciale engagés dans la recherche d'une solution appropriée, avec des retombées bénéfiques pour le pays dans son ensemble. (...)

Nous allons exiger devant la justice le retour de nos frères. Mais nous savons que c'est une longue procédure et que nous n'aurons peut-être pas gain de cause, étant donné que notre frère le P. Marcelo Rotsaert, lui aussi expulsé de notre diocèse (3), n'a pas obtenu l'autorisation de revenir sous le honteux prétexte de passeport périmé. Lui aussi avait été accusé de fomenter des invasions de terres. (...)

Depuis cette expulsion du P. Marcelo nous avons connu un certain nombre d'événements. C'est le cas de l'incarcération du P. Joel Padrón (4), postérieurement libéré, d'abord accusé puis postérieurement libéré sans imputation d'aucune faute ni rien qui aurait entaché son honneur. C'est aussi la remise en liberté de notre frère Jorge Santiago Santiago (5), conseiller de la Commission nationale d'intermédiaires, dont les accusations sont restées sans suite judiciaire ni comparution de l'accusateur. Aujourd'hui des noms d'accusateurs nous sont donnés, mais ces personnes n'existent pas dans la communauté ou du moins sont inconnues. (...)

(1) Les prêtres ont été accusés d'inciter les Indiens à envahir des terres, de faire du prosélytisme politique, de pousser à la violence, de stocker des armes. Et Mgr Samuel Ruiz d'ajouter : "Ces accusations sont lancées contre notre diocèse depuis une vingtaine d'années. Vous devez savoir qu'on parle d'un grand tunnel de quelque huit kilomètres de long qui part d'ici, de la cathédrale, et qui est rempli d'armes. De quoi équiper toute l'armée mexicaine !" (NdT). (2) L'insurrection zapatiste au Chiapas du 1er janvier 1994 (NdT). (3) En juillet 1990. Cf. DIAL D 1523 (NdT). (4) En septembre 1991. Cf. DIAL D 1631 (NdT). (5) Collaborateur laïc du diocèse de San Cristobal. Arrêté en février 1995. Cf. DIAL D 1964 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)